



Déclaration préalable au CSEC d'installation de ce jeudi 5 mars 2020

des organisations syndicales **CGT, CGT-FO, SNU-FSU, STC**

La période que nous vivons actuellement se caractérise par **des attaques frontales et sans précédent**, du Président de la République, de son Gouvernement et des forces économiques et sociales qui l'accompagnent, dans la continuité des politiques précédentes, **contre l'ensemble de notre modèle social basé sur la Protection Sociale et les Services Publics.**

En octobre 2007, le MEDEF affirmait : «*Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance*». Après la création de la CSG, après la suppression des cotisations sociales famille, ce gouvernement a supprimé les cotisations sociales de santé et UNEDIC et s'attaque aujourd'hui à notre système de retraite. **Il s'agit bel et bien d'une destruction totale et une étatisation de notre protection sociale qui est en cours.**

Construite sur la base où «*chacun cotise selon ses moyens et perçoit selon ses besoins*», **le gouvernement entend développer le modèle libéral assurantiel** où «*chacun perçoit une protection sociale selon ses moyens*» au profit des banques, des assurances, des fonds de pension et de la retraite par capitalisation. Leur soi-disant «*Retraite universelle à point*» imposée à coup de 49-3 va contraindre les salariés à travailler plus longtemps, réduire et individualiser les pensions, généraliser la précarité. Même le Conseil d'Etat ou l'Association des Maires de France émettent de fortes inquiétudes sur les conséquences de cette contre-réforme et comme la majorité des français, nos organisations exigent son retrait et son abrogation.

L'évolution des règles d'indemnisation développée en 2 temps : 1^{er} novembre 2019 et 1^{er} Avril 2020 s'inscrit dans cette même logique : baisse par centaine de milliers du nombre d'indemnisés, réduction drastique des allocations, attaque centrale contre les droits des travailleurs précaires, saisonniers et travailleurs intermittents.

Les Services Publics subissent l'austérité budgétaire se traduisant par la multiplication de fermetures des services aux usagers, des centaines de milliers de postes supprimés et le gel du point d'indice subi depuis plus de 10 ans.

Dans le même temps (sic !), **la période que nous vivons actuellement est aussi historique en termes de mobilisation.** Ce sont des centaines de milliers de personnes qui sont dans l'action pour défendre notre Protection Sociale, nos Services Publics, nos emplois, l'augmentation de nos salaires et nos traitements.

Les dividendes distribués aux actionnaires du CAC 40 ont augmenté de 18,23% en 2019 par rapport à 2018, les 41 milliardaires français ne se sont jamais aussi bien portés, l'évasion fiscale est estimée à 100 milliards d'euros.

Oui, il faut taxer plus fortement les produits financiers ;

Oui, l'argent existe pour développer une protection sociale fondée sur les cotisations et les richesses créées par le travail, augmenter les salaires et les traitements dans le privé comme le public, mettre en œuvre l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, développer l'emploi stable et mettre fin à la précarité.

Cette politique d'austérité et d'attaque contre les droits des travailleurs (avec ou sans emploi) se traduit à Pôle emploi par les Conventions Tripartites Etat – UNEDIC – Pôle emploi successives et leurs orientations stratégiques que nos organisations CGT, CGT-FO, SNU, STC combattent ; par ailleurs, il est à noter qu'aucune Organisation Syndicale au CCE n'avait voté pour les orientations stratégiques.

- ⇒ Nous dénonçons et combattons les baisses successives de participations de l'Etat au Budget de Pôle emploi et notamment le détournement des moyens de l'Assurance Chômage à son fonctionnement.
- ⇒ Nous dénonçons et combattons le développement des Opérateurs Privés de Placement, véritable privatisation de nos missions.
- ⇒ Nous dénonçons et combattons la notion de compétences, tant pour les agents que pour les usagers, au détriment des qualifications.
- ⇒ Nous dénonçons et combattons la baisse des effectifs d'agents titulaires et le développement de la précarité dans notre établissement.
- ⇒ Nous dénonçons et combattons l'absence d'augmentation des salaires et des traitements alors que les agents connaissent un accroissement de leur activité et une détérioration continue de leurs conditions de travail.
- ⇒ Nous dénonçons et combattons le développement du tout numérique et la création des Maisons France Services qui risque de réduire le maillage territorial des agences Pôle emploi de proximité.

Vous l'aurez compris, nos organisations CGT, CGT-FO, SNU-FSU et STC n'entendent pas cogérer dans cette instance, mais continuer à s'opposer à toutes ces politiques, à porter les revendications des personnels et à défendre leurs intérêts ainsi que ceux des usagers.

Sur ces bases politiques le SNU-FSU, CGT-FO, la CGT et le STC s'engagent sur une majorité de gestion politique au sein du CSEC. Notre audience représente plus de 50 % dans le cadre de futures négociations. Pour concrétiser notre opposition aux logiques de destructions des services publics et de la protection sociale collective mises en œuvre par nos gouvernants, nos organisations s'engagent à porter la CGT-FO au poste de secrétaire du CSEC pendant les deux prochaines années et à porter le SNU-FSU à ce même poste les deux années suivantes, ainsi que la CGT au poste de trésorier.

Paris, le 5 mars 2020